

**Réseau Billital Marobé**  
**Réseau des Organisations d'Éleveurs et Pasteurs de l'Afrique**



Récépissé N° 2004 215/MATD/SG/DGLPAP/DOASOC

**Adresse :** BP : 10648 Niamey – NIGER    **Tél. :** + 227 20 74 11 99 **Fax :** +227 20 74 11 93

**E-mail:** [billital@intnet.ne](mailto:billital@intnet.ne)

**Site Web:** [http:// www.maroobe.org](http://www.maroobe.org)

---

**COMPTE-RENDU DE L'ATELIER SOUS-REGIONAL SUR LE  
PASTORALISME FACE  
A LA CRISE ALIMENTAIRE DE 2009/2010 AU SAHEL  
ET DE FORMATION ET PLANIFICATION EN PLAIDOYER**

**Avec l'appui technique et financier de Oxfam/International**

## I. INTRODUCTION

### *1.1 Contexte du forum*

La problématique de la promotion du pastoralisme occupe actuellement une place de plus en plus importante dans le débat sur les stratégies de développement dans la région sahélienne de l'Afrique. Cet intérêt accordé au pastoralisme s'explique par le fait que les mutations socio-économiques en cours contribuent à faire de l'élevage un pôle important d'activités dans les économies des pays de la sous-région. En effet, dans plusieurs pays ouest africains, l'élevage joue un rôle actif dans la réalisation de la sécurité alimentaire des populations et constitue une source de revenus monétaires.

On constate que les systèmes pastoraux se caractérisent par leur diversité et leur aptitude à s'adapter aux mutations qui affectent les écosystèmes. Cette capacité d'adaptation des pasteurs aux contraintes climatiques est révélatrice du dynamisme de communautés qui sont restées fidèles à un mode de vie ancestral, tout en parvenant à tirer profit des innovations en matière de santé animale, de complémentation alimentaire et de transformation des produits animaux. Elle est d'autant plus importante que depuis la fin des années 1960, des sécheresses récurrentes affectent l'ensemble de la bande sahélo-sahélienne de la sous-région, entraînant des mortalités importantes du bétail. La dernière sécheresse, celle de 2009 aurait affecté, selon certaines estimations, près de dix millions de personnes dans cinq pays sahéliens parmi lesquels trois ont été durement éprouvés (Niger, Tchad et Mali).

Face à cette situation, le Réseau Billital Maroobe (RBM) avec l'appui de certains partenaires s'est investi pleinement pour alerter l'opinion publique et juguler les effets de cette crise (organisation de conférence de presse, publication de communiqués et de lettres ouvertes aux Etats, etc.). Malgré ces efforts, les réactions des Etats, des partenaires au développement et des institutions d'intégration ne sont pas à la hauteur des défis qui se posent. Or, la répétition à intervalle de plus en plus court des crises crée une situation de précarité alimentaire quasi permanente en particulier chez les éleveurs. Pour y remédier, le RBM s'est attaché à aménager un espace d'échanges entre l'ensemble des acteurs (Etats, organismes de développement, institutions sous-régionales, organisations paysannes) afin qu'ils puissent réfléchir sur les enseignements majeurs de la crise pastorale de 2009/2010 ainsi que sur la portée et les limites des réponses apportées par les éleveurs eux-mêmes et par les Dispositifs publics de prévention et de gestion des crises.

La réflexion initiée par le RBM sur les stratégies de réponse aux crises pastorales a été alimentée par les résultats d'une étude effectuée dans quatre pays (Burkina Faso, Niger, Mali et Tchad) sur la perception de la crise par les éleveurs d'une part et sur la performance des Dispositifs nationaux de réponse à la crise d'autre part. Les conclusions et recommandations de l'étude ont été présentées lors de l'atelier sous-régional qui s'est tenu à Niamey (Niger) le 18 janvier 2011. Dans le prolongement de cette rencontre, une session de formation et planification de plaidoyer a été organisée à l'intention des représentants des antennes nationales du Réseau et d'autres partenaires nigériens (FNEN/DADDO, PFPN) et sous régionaux (APESS et ROPPA).

L'atelier a pour objectifs de :

- Valider les résultats de l'étude et les recommandations qui en sont issues ;
- Renforcer les capacités des membres du réseau en matière de plaidoyer et favoriser l'appropriation des résultats de l'étude sur la crise et de la stratégie de plaidoyer définie ;
- Planifier la stratégie de plaidoyer du RBM en faveur d'une meilleure prise en compte du pastoralisme dans les Dispositifs de prévention et de gestion de crises ;

Les résultats escomptés sont les suivants :

- Des recommandations sont formulées pour l'amélioration de l'étude et les conclusions et recommandations qui en sont issues sont validées et appropriées par les représentants des Antennes de RBM ;
- Les principaux concepts et stratégies de plaidoyer sont connus et appliqués dans l'élaboration du plan de plaidoyer du réseau ;
- Un plan de plaidoyer est élaboré en cohérence avec les engagements souscrits par le Réseau et les responsabilités des acteurs intervenant aux différentes échelles sont clairement délimitées ;
- Le communiqué de la 26<sup>ème</sup> réunion du RPCA est examiné par l'atelier et des observations sont adressées aux organisations d'intégration en vue de renforcer la prise en compte des préoccupations liées au pastoralisme dans les politiques mises en œuvre à l'échelle régionale.

## **1.2. Déroulement des travaux**

L'atelier a regroupé plusieurs catégories d'acteurs, notamment : (i) les représentants des antennes nationales du Réseau ; (ii) les mandataires des organisations professionnelles d'agriculteurs et d'éleveurs partenaires du RBM ; (iii) les responsables des institutions publiques du Niger ; et (iii) les responsables des ONG internationales et des agences de coopération qui interviennent dans le domaine de l'élevage. Les travaux ont été structurés en deux parties :

- Une première partie consacrée à la restitution et la discussion des résultats de l'étude portant sur le pastoralisme face à la crise de 2009/2010 au Sahel (durée un jour). Sur la base de la présentation des principaux constats ayant trait aux impacts de la crise sur les conditions de vie des pasteurs, les participants ont formulé des suggestions visant à compléter les analyses et les recommandations qui ont été formulées. Ces discussions entre les délégués des pasteurs et leurs partenaires ont débouché sur l'identification des défis majeurs qui se posent et des lignes d'action prioritaires, ainsi que sur la délimitation de pistes de travail pour le plaidoyer. Ces conclusions ont été capitalisées dans une déclaration qui a été présentée aux médias au cours d'une conférence de presse.

- Une deuxième partie (étalée sur deux jours) a été consacrée à des sessions de formation et de planification en matière de plaidoyer. Cette formation a mis l'accent sur les concepts et les démarches pour développer une stratégie opérationnelle de plaidoyer du Réseau autour des thèmes qui apparaissent aux yeux des participants comme étant les plus importants, compte tenu des enjeux actuels.

La cérémonie d'ouverture de la rencontre a été présidée par Son Excellence, Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage du Niger en présence du Représentant d'Oxfam au Niger et des Présidents du Réseau Billital Maroobe et du ROPPA. Dans son discours de bienvenue, Le Secrétaire Permanent du RBM a mis en exergue la place qu'occupe l'élevage dans les économies des pays de la sous-région et les impacts des crises alimentaires récurrentes sur les conditions de vie des éleveurs. Le Président du Réseau s'est félicité du dynamisme des antennes nationales et a remercié le Gouvernement du Niger pour sa sollicitude à l'endroit du Réseau. Il a indiqué que l'initiative actuelle portant sur la crise pastorale s'inscrit dans le prolongement du forum de Gogounou (Bénin) sur la transhumance transfrontalière.

Le Représentant d'Oxfam s'est félicité du partenariat entre Oxfam et le Réseau qui vise à promouvoir la défense des droits économiques, fonciers et sociaux des communautés pastorales. Il a souligné les efforts déployés par le Réseau depuis le mois d'octobre 2009 pour alerter les décideurs politiques, les bailleurs de fonds et les médias sur la gravité de la situation pastorale et alimentaire au Sahel. Il a insisté sur la nécessité de renforcer les systèmes d'informations et d'alerte précoce pour permettre aux États de collecter, traiter et diffuser en temps réel des informations actuelles, fiables et désagrégées afin d'être en mesure de prévenir les crises qui aggravent la vulnérabilité des personnes affectées. Il a rappelé la nécessité d'adopter des mesures structurelles telles que la mise en œuvre de l'ECOWAP et de l'engagement que les Chefs d'Etat africains ont pris en 2003 d'allouer 10% des budgets nationaux au secteur de l'agriculture.

Dans son allocution, le Ministre nigérien de l'Agriculture et de l'Elevage a souligné la place centrale du pastoralisme dans les stratégies de développement et l'importance de la contribution qu'il apporte dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la création des revenus. Il a fait observer que les ressources allouées à l'élevage par les pouvoirs publics sont insuffisantes et ne reflètent pas l'apport du secteur de l'élevage à l'économie des pays de la zone sahélienne. Il a indiqué que les crises récurrentes ont instauré une situation d'insécurité alimentaire et fragilisé les moyens d'existence d'une fraction importante des ménages ruraux. Cet état de fait impose de définir des principes d'articulation efficiente entre les réponses d'urgence apportées aux crises et les politiques de développement de l'élevage. En conclusion, M. le Ministre s'est félicité de l'initiative prise par le Réseau de conduire une étude dont l'ambition est d'apporter des réponses aux questions relatives à :

- L'impact socio-économique de la crise alimentaire dans les principales zones pastorales du Niger, du Mali, du Tchad et du Burkina Faso ;
- L'analyse des stratégies d'adaptation développées par les éleveurs et leurs organisations ;

- L'évaluation de l'impact des réponses apportées par les Etats, les institutions d'intégration et les partenaires techniques et financiers ;
- L'analyse des dynamiques sous-régionales en cours et des modalités de prise en charge de la problématique de la prévention et de la gestion de crises pastorales.

Après l'ouverture de l'atelier, les travaux ont été structurés autour de la présentation de communications, et de discussions en plénière suivies d'ateliers.

## **2. PRESENTATION ET DISCUSSIONS SUR LES RESULTATS DE L'ETUDE SUR LA CRISE PASTORALE DE 2009**

### **2.1 Perception de la crise 2009/2010 par les éleveurs**

La première session plénière a été consacrée à la présentation de la perception de la crise par les éleveurs. Examinant le déroulement et les effets de la crise, la communication a mis en exergue plusieurs faits saillants qui montrent qu'il s'agit :

- D'une crise pastorale de grande envergure qui a été caractérisée par un déficit fourrager généralisé ;
- D'une crise majeure dont les effets ont été ressentis différemment suivant les sites et les types de ménages pastoraux ;
- D'une crise qui a engendré des effets négatifs durables sur les conditions de vie des familles d'éleveurs.

Les constats faits par l'étude mettent l'accent sur : (i) le réajustement des stratégies d'adaptation des éleveurs qui ont raisonné le choix de leurs tactiques et stratégies dans une logique de sécurisation de l'alimentation des familles et du bétail ; (ii) la fourniture par les Dispositifs d'appuis multiples, mais sous calibrés et ayant des impacts non significatifs ; (iii) l'importance cruciale de la mobilité du bétail et des prises de décision anticipées ; (iv) la nécessité d'agir sur les facteurs conjoncturels de vulnérabilité ; et (v) la nécessité d'agir sur les causes structurelles de vulnérabilité

Les interventions des participants ont fait ressortir plusieurs idées force, parmi lesquelles on retiendra :

- Le dysfonctionnement du Dispositif a contribué à aggraver les effets de la crise en milieu pastoral ;
- La méconnaissance du monde pastoral par les acteurs clefs du Dispositif est à l'origine d'une réticence à entreprendre des actions qui ciblent les éleveurs ;
- L'évaluation des impacts de la crise sur les conditions de vie des éleveurs suppose un renouvellement des approches méthodologiques ;

- Le caractère inadapté des législations foncières constitue une entrave à la mobilité pastorale ;
- Les stratégies d'adaptation développées par les éleveurs ont connu des degrés d'efficacité variables ;
- Les départs précoces en transhumance, le choix judicieux des zones de repli et l'anticipation dans les processus décisionnels ont été des facteurs importants d'atténuation de la vulnérabilité ;
- La mise à disposition à temps d'informations fiables permet aux éleveurs de prendre des décisions pertinentes
- La valorisation du réseau social constitué par les pasteurs ;
- Les éleveurs doivent faire face à de nouveaux défis liés à la variabilité climatique et à l'insécurité qui est devenue chronique dans l'ensemble de la bande sahélienne.

## **2.2 Effets et impacts des réponses apportées par le Dispositif sur les conditions de vie des éleveurs**

La deuxième session plénière a été consacrée à l'analyse du fonctionnement et des performances des Dispositifs publics de réponse à la crise de 2009/2010. Les résultats de cette évaluation des Dispositifs ont mis l'accent sur les constats suivants: (i) le diagnostic de la crise a été réalisé à temps, mais les interventions sur le terrain ont accusé beaucoup de retard ; (ii) les opérations ne se sont pas appuyées sur une stratégie cohérente de ciblage des éleveurs ; (iii) l'on a enregistré un décalage important entre le volume des appuis fournis et l'ampleur des besoins identifiés ; et (iv) l'on a constaté une inadéquation entre la nature des appuis et l'exigence d'atténuation durable de la vulnérabilité.

Analysant les performances des Dispositifs de prévention et de gestion des crises, les participants ont défini des perspectives articulées autour des axes ci-après :

- La nécessité de remettre en cause les paradigmes qui sous-tendent les politiques d'élevage et de définir une nouvelle vision pour le développement du pastoralisme ;
- La définition de démarches permettant aux antennes nationales du réseau d'influencer les politiques d'élevage et de gestion des ressources naturelles ;
- La mise en place de mécanismes permettant d'améliorer l'efficacité de la coordination des interventions menées en réponse aux crises alimentaires et pastorales ;
- L'élaboration d'indicateurs de vulnérabilité pastorale à intégrer dans les dispositifs de veille qui sont mis en place ;
- La prise en compte de l'exigence de la mobilité pastorale dans la gamme des réponses apportées par les Dispositifs publics ;

- La prise en compte de l'exigence de préservation des moyens d'existence des éleveurs dans les réponses aux crises ;
- La capitalisation des expériences innovantes qui ont été menées dans les communautés pastorales lors de la crise 2009/2010.

### **2.3 Analyse des recommandations de la 26<sup>ème</sup> réunion annuelle du RPCA**

La troisième session plénière a été consacrée à la présentation des principales conclusions et recommandations de la 26<sup>ème</sup> réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires qui s'est tenu à Accra (Ghana) du 14 au 16 décembre 2010. Le Communiqué final de cette rencontre présente une tonalité originale en ce qui concerne l'élevage pour plusieurs raisons :

- La thématique centrale de la réunion a été consacrée à la contribution de l'élevage à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ;
- La réunion a dressé un état des lieux exhaustif de la campagne 2010 qui insiste sur l'état satisfaisant des pâturages avec des risques importants de feux de brousse ;
- La rencontre a déploré la hausse de 14% du prix des céréales entre juin et novembre 2010 et l'incertitude qui pèse sur l'offre de céréales sur le marché régional ; ce qui entraîne une fragilisation accrue de la situation alimentaire des ménages pauvres ;
- La réunion a lancé un appel pressant aux Gouvernements et aux agences de coopération afin qu'ils accordent une attention particulière à la situation des populations dont les moyens d'existence ont été fortement amoindris suite aux crises pastorales des deux dernières années.

A l'issue des travaux, les participants ont formulé des recommandations ciblées et focalisées sur des questions qui revêtent un caractère vital pour les éleveurs. Les recommandations à l'endroit des pays mettent l'accent sur la nécessité de :

- Fournir un appui aux populations pastorales qui ont perdu leur cheptel au cours de la crise 2010 afin qu'elles puissent reconstituer leurs troupeaux ;
- S'assurer que les politiques et stratégies nationales prennent en compte le secteur de l'élevage et que des investissements conséquents lui sont alloués ;
- Veiller à garantir la production et la diffusion à temps des statistiques agricoles et pastorales.

Les recommandations à l'endroit des partenaires techniques et financiers s'articulent autour de deux axes majeurs :

- Accompagner les populations les plus affectées par la crise alimentaire pour reconstituer leurs moyens d'existence ;

- Adapter les instruments de réponse selon les types de crise.

S'il est vrai que la 26<sup>ème</sup> réunion du RPCA a posé des jalons importants de progrès dans la prise en compte des préoccupations et des attentes spécifiques des éleveurs, il reste que des incertitudes subsistent qui sont liées à :

- L'absence de mécanismes permettant de garantir la mise en œuvre effective des recommandations formulées ;
- L'inexistence de disposition permettant d'évaluer le degré d'opérationnalisation des préconisations antérieures ;
- L'absence d'espace de concertation et de dialogue structurels entre les institutions impliquées dans le RPCA (en particulier le CILSS et le CSAO) et les organisations faitières d'éleveurs pour garantir la prise en compte des préoccupations dont elles sont porteuses.

#### **2.4 Structuration des éléments saillants des communications**

La synthèse des communications sur les perceptions des éleveurs et sur le fonctionnement des Dispositifs publics a été structurée autour de quatre axes majeurs : (i) les problématiques ; (ii) les réponses apportées par les Dispositifs, y compris les mesures de prévention ; (iii) les stratégies d'adaptation développées par les pasteurs ; et (iv) l'appréciation portée sur les aides reçues.

##### **Problématiques**

- Déficit fourrager dans les zones pastorales et agropastorales ;
- Vulnérabilité accrue suite aux crises précédentes ;
- Transhumance (harmonisation des textes ; application de la feuille de route de Gogounou ; plan d'investissement régional ; évaluation de la Décision ADEC.5) ;
- Dégradation des termes de l'échange bétail / céréales ;
- Décapitalisation du bétail ;
- Entraves au déplacement des troupeaux et difficultés d'accès aux ressources naturelles ;
- Conflits entre agriculteurs et éleveurs ;
- Concurrence entre les différents types de ménages pastoraux, notamment les riches propriétaires d'animaux et les petits éleveurs ;
- Méconnaissance du monde pastoral par les décideurs, les agriculteurs sédentaires et les consommateurs urbains ;



- Faible prise en compte du pastoralisme par les Dispositifs publics ;

Plan d'action régional sur l'élevage (Task force de la CEDEAO sur le foncier ; Task force sur l'élevage ; observatoire sur le foncier / la transhumance ; dialogue entre les différents réseaux mis en place) ;

- Information (collecte et traitement de l'information ; SAP) ;
- Femmes et jeunes (réseau des femmes pasteurs ; politique de promotion du genre) ;
- Système d'assurance pour les éleveurs ;
- Commercialisation du bétail ;
- Vision pour l'élevage (persistance de préjugés qui donnent une mauvaise image du pastoralisme ; absence de statut pour les pasteurs) ;

### **Réponses apportées par les Dispositifs publics**

- Mise en place de mécanismes « vivres contre travail » et « argent contre travail » ;
- Vente de céréales à prix modéré ;
- Distribution des aliments de bétail ;
- Accès limité des pasteurs aux céréales vendues à prix modéré ;
- Retard dans la fourniture des appuis par les Dispositifs publics ;
- Difficulté à définir des stratégies cohérentes de ciblage des pasteurs ;
- Faible représentation des pasteurs dans les commissions de distribution des aides ;
- Faible implication des pasteurs dans le processus d'identification des types d'intervention à mener ;
- Décalage entre l'ampleur des besoins et le volume des aides apportées ;
- Faible prise en compte des besoins spécifiques des groupes vulnérables (femmes et jeunes).

### **Mesures de prévention**

- Mise en place de stocks céréaliers (absence de mécanismes pour faciliter l'accès des ménages les plus vulnérables aux céréales) ;

- Distribution des équipements de fauche ;
- Renforcements des fonds destinés à l'achat des aliments du bétail ;
- Renforcements des capacités des communautés pastorales ;
- Mise en place de dispositifs décentralisés de distribution des aliments du bétail ;
- Réhabilitation des enclaves pastorales ;
- Amélioration des pratiques pastorales ;
- Création de réserves de pâturages.

### **2.5 Identification des pistes de travail pour le plaidoyer**

La communication portant sur la perception de la crise 2009/2010 a débouché sur l'identification de deux grands thèmes de plaidoyer. Le premier concerne la faible articulation entre les instruments des politiques d'atténuation des crises et les stratégies d'adaptation des éleveurs. A ce propos, le plaidoyer devra mettre l'accent sur :

- La non prise en compte de la dimension pastorale dans les Dispositifs publics de réponse aux crises (absence de stratégies cohérentes de ciblage des éleveurs, faiblesse des appuis spécifiques qui sont souvent centrés sur l'urgence et non sur la relance des économies des ménages pastoraux après la crise) ;
- L'absence de réflexion sur les types d'appui capables de sécuriser durablement les systèmes de vie des pasteurs (actions déterminantes pour la production des impacts recherchés et maîtrise des conditions de réussite et de durabilité de ces actions).

Le second thème de plaidoyer concerne la faible prise en compte des questionnements fondamentaux qui permettent de définir une vision et des stratégies appropriées. Ce constat renvoie à :

- La connaissance des tactiques, pratiques et stratégies mises en œuvre par les éleveurs en fonction des différentes configurations des crises ;
- La capitalisation des expériences jugées innovantes et efficaces qui sont menées par les projets, les ONG et les organisations professionnelles d'éleveurs (conditions de mise en œuvre, enseignements tirés, conditions de réussite et modalités opérationnelles).

La communication portant sur l'analyse du fonctionnement et des performances des Dispositifs a proposé trois thèmes de plaidoyer en faveur de l'élevage et des communautés pastorales. Le premier thème met l'accent sur le manque de vision pour le développement du pastoralisme. A ce sujet, on constate :

- L'existence de préjugés technico-économiques et culturalistes tenaces plus bruyants que les revendications formulées par les organisations professionnelles d'éleveurs ;
- Le fait que ces préjugés constituent les paradigmes qui sous-tendent les politiques d'élevage ;
- La propagation ces lieux communs par les médias et les discours officiels tend à jeter un discrédit sur les communautés pastorales et à invalider toute expression sociale pastorale.

Le deuxième thème concerne la faible autorité politique conférée aux institutions régionales pour faire prendre en compte la problématique de la mobilité transfrontalière. Il s'agit de mettre l'accent sur :

- Le fait que l'élevage est concurrencé dans les zones d'accueil transfrontalières par d'autres activités économiques exercées par les populations autochtones ;
- L'augmentation de la pression agricole et forestière sur les terres, avec pour effet une remise en cause des usages pastoraux (couloirs, ressources stratégiques...) ;
- La nécessité pour le CILSS , CSAO/OCDE, CEDEAO d'entreprendre des actions plus vigoureuses en faveur de la transhumance transfrontalière.

Le troisième thème met en exergue le caractère peu innovant des actions d'atténuation qui ne sont pas en mesure de constituer des facteurs d'efficacité au regard des problèmes rencontrés par les ménages pastoraux vulnérables. Ce constat renvoie à :

- L'absence de réflexion au sein des Dispositifs sur les types d'action les plus efficaces pour la sécurisation des économies des ménages pastoraux et sur leur mise en œuvre ;
- La faiblesse de l'attention accordée à la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie cohérente de ciblage permettant d'atteindre les populations pastorales vulnérables.

### **3. FORMATION ET PLANIFICATION EN MATIERE DE PLAIDOYER**

».

#### **3.1 Démarche et analyse contextuelle d'une campagne de plaidoyer**

Les sessions de formation en matière de plaidoyer ont été animées par Mme Imma De Miguel, Chargée de la Campagne justice Economique pour l'Afrique de l'Ouest au sein d'Oxfam. Pour l'essentiel, l'atelier de formation a été structuré autour des objectifs ci-après :

- Favoriser la validation et l'appropriation par les participants des résultats de l'étude sur la crise pastorale de 2009/2010 et des recommandations qui en sont issues ;

- Planifier la stratégie de plaidoyer du RBM en faveur de la prise en compte du pastoralisme dans les Dispositifs publics et la mise en œuvre d'interventions ciblant les causes structurelles de la vulnérabilité.

Dans la phase introductive de la formation, plusieurs questions ont été abordées, notamment :

- La définition du concept de plaidoyer ;
- Le recueil des expériences des participants en matière de plaidoyer ;
- La justification du plaidoyer ;
- La logique de changement ;
- Le cadre des moyens d'existence durables.

Suite à la présentation des travaux en cours au niveau du Réseau, les participants ont identifié une série de thèmes de plaidoyer :

- Définition d'une vision pour l'élevage et le pastoralisme et d'un statut approprié pour les éleveurs ;
- Facilitation de la transhumance transfrontalière ;
- Promotion de la commercialisation du bétail ;
- Prise en compte des préoccupations liées au pastoralisme dans le Dispositif de prévention et de gestion des crises ;
- Participation dans la définition, suivi, évaluation et mise en œuvre du Plan Régional d'Investissement (CEDEAO) ;
- Accès des pasteurs à l'information sur les crises pastorales ;
- Prise en compte des besoins spécifiques des femmes et jeunes dans les politiques, les Dispositifs et les programmes ;
- Mise en place de systèmes appropriés d'assurances pour les pasteurs.

Compte tenu des limites inhérentes aux capacités du Réseau et de l'ampleur de la tâche, il s'avère nécessaire de faire un choix des thèmes de plaidoyer sur lesquels le Réseau devra travailler pendant les deux prochaines années. Pour faire ce choix, les critères suivants ont été définis : (i) les engagements souscrits par le RBM ; (ii) l'impact que le plaidoyer sur la thématique retenue pourrait avoir sur l'activité d'élevage et les conditions de vie des pasteurs ; (iii) les opportunités liés au contexte d'intervention et les perspectives de

pérennisation de l'activité ; (iv) la portée régionale du plaidoyer ; et (v) le degré de prise en compte de cette thématique par d'autres acteurs.

Un exercice de vote et des échanges entre les participants ont permis d'identifier et de hiérarchiser les thèmes du plaidoyer. Les quatre thèmes retenus sont classés dans l'ordre suivant :

- 1) Définition d'une vision pour le pastoralisme et d'un statut approprié pour les éleveurs ;
- 2) Facilitation de la transhumance transfrontalière ;
- 3) Promotion de la commercialisation du bétail ;
- 4) Intégration des préoccupations liées au pastoralisme dans le Dispositif de prévention et de gestion des crises.

Certaines thématiques non classées comme prioritaires, notamment celles relative à la prise en compte des besoins spécifiques des femmes et des jeunes, ainsi qu'à la mise en œuvre du Plan Régional d'Investissement revêtent un caractère transversal. Par conséquent, elles ont été prises en compte dans els discussions sur les thématiques prioritaires.

Les travaux de groupe ont permis d'approfondir certains aspects liés aux différents thèmes. Un plan d'actions autour de 4 thèmes retenus est en cours d'élaboration ..